

Une autre chose qui met en relief le ridicule de tout le système est qu'il doit, paraît-il, protéger les ministres contre l'usure que leur infligeraient leurs fonctions parlementaires.

M. Bell: Ils ont peur.

L'hon. M. Hees: Certes, ils ont peur, mais selon la théorie exposée par le premier ministre, il faudrait protéger les ministres contre l'usure subie dans cette enceinte afin qu'ils puissent consacrer plus de temps aux comités parlementaires, aux comités du cabinet et à d'autres travaux. Toutefois, monsieur le président, nous savons tous que dans n'importe quel pays, la plus lourde responsabilité incombe au premier ministre. C'est lui qui prend les décisions. De tous les membres du cabinet, s'il y a quelqu'un qu'il faut réserver pour la prise de décisions et préserver de l'usure quotidienne de la vie parlementaire—si la chose est nécessaire comme le premier ministre semble le croire pour son cabinet—le premier ministre est celui qui doit prendre les décisions, penser et planifier et ne pas être soumis au train-train quotidien de la Chambre des communes. Mais le premier ministre est celui qui a décidé qu'il sera ici tous les jours et il devra, à cause de l'absence répétée de ses ministres répondre à une foule de questions, parce qu'ils ne sont pas ici pour y répondre eux-mêmes.

Toute personne qui a été membre du gouvernement sait que la meilleure chose qui soit pour un ministre, c'est d'être à la Chambre tous les jours, car le fait de savoir qu'on va lui poser chaque jour une multitude de questions va l'obliger à être toujours plus alerte, d'ouvrir toujours davantage l'œil sur ce qui cloche dans son ministère ou sur toutes les questions relevant de sa compétence. Sachant cela, il se tiendra mieux au courant chaque jour de tout ce qu'il doit savoir pour le bien du pays.

Par conséquent, monsieur l'Orateur, ce plan ne vaut rien, du début à la fin. Il protège ceux qui ne devraient pas être protégés. Il accable de travail celui qui devrait être le plus épargné, le premier ministre. Il permet l'absence cinq jours de suite, du jeudi au mardi, du ministre le plus important dans un cabinet après le premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Quand on pose une question à ce dernier, c'est toujours une question très importante. Mais

après cinq jours, une question d'importance nationale ou internationale a perdu de son importance et n'a plus de sens.

Encore une fois, monsieur le président, nous de l'opposition, demandons au premier ministre de réexaminer sa décision; nous le faisons non par mesquinerie ou pour dicter une ligne de conduite au gouvernement, mais parce que nous avons connu les mêmes difficultés quotidiennes. Nous avons détenu le pouvoir. Nous, qui étions ministres, savons ce que c'est de répondre aux questions. Nous savons si c'est une bonne ou une mauvaise chose pour un ministre d'être présent à la Chambre tous les jours pour répondre aux questions qu'on lui pose. Nous savons, et les ministres d'en face le savent parfaitement aussi, que c'est une bonne chose pour eux d'être présents à la Chambre tous les jours sachant qu'ils doivent être prêts à répondre immédiatement à toutes les questions qui leur sont posées dans leurs domaines propres.

En conséquence, encore une fois, au nom de notre parti et au nom de l'opposition, je demande au premier ministre par l'intermédiaire du leader du gouvernement à la Chambre, qui est présent, de réexaminer ce régime car, à notre avis, le Parlement fonctionnerait plus efficacement et conduirait mieux les affaires du pays si les ministres étaient présents tous les jours à la Chambre. Bon nombre d'entre eux manquent tous les jours à l'appel, par la faute de ce régime branlant et aléatoire que le premier ministre a imposé cavalièrement à la Chambre des communes. Nous demandons au premier ministre d'avoir le courage de dire: «nous avons essayé, nous pensons que ça ne marche pas et nous retournons à l'ancienne méthode: tous les ministres toujours présents». Je peux dire aux nouveaux ministres qu'une seule chose est pire que d'être bombardé chaque jour par un tas de questions difficiles, et c'est qu'on ne vous en pose pas du tout. (*Applaudissements*)

L'hon. M. Macdonald: Monsieur le président, le député de Prince Edward-Hastings a rendu service en choisissant de parler sur cette question, non pas à cause de sa thèse même, mais à cause de certaines idées fausses que révèle son point de vue. Ce n'est pas pour rien qu'il a mentionné en particulier le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et qu'il soutient que bon gré mal gré, advienne que pourra, et au diable les engagements, cinq